

Septembre 2013

**Regards sur le Groupement d'intérêt scientifique
« Institutions patrimoniales et pratiques interculturelles »**

Gaëlle LESAFFRE

Sommaire

Introduction.....	p. 2
I. Le Gis Ipapic, origine et acteurs.....	p. 3
1. D'où vient-il ?.....	p. 3
2. Qui rassemble-t-il ?.....	p. 4
2.1 Les membres : institutions et services patrimoniaux, laboratoires et associations	
2.2 Les participants : représentants des membres	
2.3 La directrice : coordinatrice	
2.4 Les instances : bureau et conseil scientifique	
2.5 Les porteurs de projets, membres ou non	
2.6 Autres acteurs extérieurs	
2.7 Le ministère de la Culture et de la Communication	
II. Le fonctionnement du Gis Ipapic : principes et moyens	p. 9
1. L'originalité du Gis et de sa démarche.....	p. 9
2. Les principes : alliance et nivellement des acteurs.....	p. 9
2.1 L'alliance entre différentes catégories d'acteurs	
2.2 Le nivellement entre les catégories d'acteurs	
2.3 Une alliance plébiscitée mais complexe à entretenir	
3. Des moyens financiers mutualisés émanant principalement du ministère de la Culture....	p. 12
4. Un fonctionnement qui s'appuie sur l'investissement des participants.....	p. 13
4.1 Les motivations des participants	
4.2 Les freins des participants	
III. Ce que produit le Gis Ipapic.....	p. 16
1. Ce que produit le Gis avec ses moyens d'action.....	p. 16
1.1 Des rencontres et un réseau	
1.2 Les visites-débats : une véritable ressource	
1.3 Le site Internet : un annuaire et un outil de diffusion	
1.4 Des manières de faire	
1.5 Un appel à projet	
1.6 Une visibilité pour les pratiques interculturelles dans le milieu patrimonial	
1.7 soulever des questions, des enjeux	
2. Construction d'un objet légitime et d'un levier.....	p. 20
2.1 Un objet : les « pratiques interculturelles »	
2.2 L'interculturalité : un levier	
2.3 Et le patrimoine ?	
IV. Propositions et perspectives.....	p. 25
1. Pérenniser l'action du Gis.....	p. 25
2. Le rôle du Gis.....	p. 25
3. Propositions.....	p. 26

Introduction

En 2013, le Groupement d'intérêt scientifique « Institutions patrimoniales et pratiques interculturelles » arrive à la moitié de son premier contrat. Hélène Hatzfeld, directrice du Gis Ipapic, a souhaité confier une étude à un chercheur extérieur au Gis qui puisse porter un regard frais sur le Gis.

L'objectif de cette étude était de se demander « à quoi sert le Gis Ipapic ? », autrement dit d'observer et d'analyser sa pratique et ce qu'il produit, afin de donner des outils au Gis et aux participants du Gis pour soulever des points problématiques, ou à travailler. L'étude, et les points problématiques qu'elle soulève, doivent permettre aux membres du Gis :

- de prendre du recul sur l'action du Gis et sur ses moyens d'actions,
- de mieux se connaître pour s'affirmer ou, éventuellement, se redéfinir.

Pour répondre à cette question et permettre d'ouvrir une réflexion sur le devenir du Gis Ipapic et de son action, il a d'abord été nécessaire de se demander ce qu'est le Gis Ipapic, autrement dit d'où il vient, qui il rassemble, selon quels principes et avec quels moyens il fonctionne, ce qu'il produit et comment.

Pour ce faire, les documents produits par le groupe de travail « Dialogue interculturel dans les institutions patrimoniales », puis par le Gis Ipapic, mais aussi son site Internet ont fait l'objet d'une analyse médiatique et de contenu. Les documents relatifs aux appels à projets de recherche et les réponses des lauréats de l'appel à projet 2012 ont pu être consultés. Il a également été possible d'assister au jury de l'appel à projet de recherche 2013. Enfin, des entretiens auprès de huit participants du Gis, recrutés dans le souci de prendre en compte des profils variés (tant au point de vue de la participation au sein du Gis que des disciplines représentées ou des types de participants : institutions, associations, laboratoires de recherche), et d'un porteur de projet ont été menés pour connaître les freins et les motivations, les pratiques et les attentes des différents acteurs du Gis, entretiens dont ont pu émerger des réflexions et des propositions pour la poursuite de son action.

Ce rapport présente les résultats de cette étude en rappelant d'abord l'origine du Gis et en détaillant ses acteurs, puis en décrivant les principes qui président au Gis et les moyens dont ils disposent pour, ensuite, rendre compte de ce que produit le Gis Ipapic et, finalement des propositions et des perspectives envisagées par les participants interrogés.

I. Le Gis Ipapic : origine et acteurs

1. D'où vient-il ?

Le site Internet dédié au Gis Ipapic situe l'origine du Gis en 2008, et en attribue l'initiative à la Mission de la Recherche et de la Technologie du ministère de la Culture et de la Communication. Il dénombre deux phases jusqu'à l'inauguration du Gis en septembre 2011¹ :

« En mars 2008, la Mission de la Recherche et de la Technologie du ministère de la Culture et de la Communication a initié le groupe de travail « Dialogue interculturel dans les institutions patrimoniales », dans le cadre de l'Année européenne du dialogue interculturel. Durant un an, des responsables des musées, archives et bibliothèques en partenariat avec des représentants d'associations et des chercheurs, ont mené une réflexion critique sur leurs propres pratiques en matière d'interculturalité [...]. »

« Une deuxième phase initiée à l'automne 2009 a permis d'approfondir les questionnements à partir des terrains, sous la forme de séminaires régionaux et des journées d'études thématiques. La formule d'un groupement d'intérêt scientifique, à la fois souple et offrant de nombreuses possibilités de partenariat, a été choisie en 2010 pour pérenniser ce travail. »²

Certains des acteurs actuels du Gis interrogés pour cette étude situent ses origines beaucoup plus tôt, au moment où émergent des questions sur la relation entre ville et cultures, autour de Jean Métral, André Bruston et Claude Rouot, questions soulevées à travers la formation du groupe de travail « Cultures/villes », puis dans des programmes portés par le ministère de la Culture ou des programmes interministériels tels que « Lien social dans les périphéries urbaines » (1991-1995), « Culture, ville et dynamiques sociales » (1996-1999) ou à travers la Convention interministérielle « Cultures, villes et dynamiques sociales » (2000-2004)³.

« Tout ça ça a une histoire qui est longue qui a au moins une quinzaine d'années déjà. Au ministère de la Culture a été créée [...] une mission avec un financement [...] cette mission avait pour objet de travailler sur les questions urbaines en particulier [...] [elle] a eu un rôle important parce qu'elle a [...] encadré les recherches qu'il y avait en France sur les thématiques culture/lien social, culture/dynamique urbaine, etc. [...] et j'ai été dès l'origine membre de ce groupe » (entretien 3)

« Je crois qu'ils reprenaient à ce moment-là un peu l'héritage ou une partie des travaux qui avaient été initiés au moment de Claude Rouot, d'André Bruston, de Jean Métral. » (entretien 4)

La filiation entre le Gis et le programme national « Cultures en ville » est d'ailleurs soulignée, dans la présentation des acteurs du programme disponible en ligne, par cette phrase : « Ces

¹Voir le rapport d'activité 2001 p. 1, en ligne

<http://www.ipapic.eu/IMG/pdf/GIS_Ipapic_rapport_d_activite_2011_FIN.pdf> (dernière consultation le 07/09/13)

²Voir <<http://www.ipapic.eu/presentation/historique/>> (dernière consultation le 07/09/13)

³Voir <<http://www4.culture.gouv.fr/actions/recherche/culturesenville/fr/programme.htm>> (dernière consultation le 09/09/13)

programmes sont poursuivis par Hélène Hatzfeld » ⁴, et dans les propos de certains participants, Hélène Hatzfeld étant aujourd'hui directrice du Gis Ipapic.

« Cette mission a disparu mais a été remplacée par une autre mission du ministère de la Culture qui est présidée par Hélène [...] donc Hélène a hérité de cette mission. » (entretien 3)

Rappel : qu'est-ce qu'un GIS ?

Le groupement d'intérêt scientifique (GIS) est un contrat de collaboration. Il est le fruit d'un partenariat scientifique destiné à fédérer des compétences et des moyens pour réaliser un programme de recherche déterminé

Il est doté d'un conseil de gestion (en l'occurrence un bureau) **et d'un conseil scientifique** destiné à veiller au bon déroulement de la coopération. La convention prévoit la nomination d'un **directeur** (ou président).

Il est dépourvu de personnalités juridique et morale, il n'a pas d'autonomie juridique et financière pour gérer des moyens, exécuter des travaux ou recruter du personnel.

Aucun patrimoine propre, ou recrutement de personnel n'est possible.

Les membres de son équipe conservent leur individualité, les personnels appelés à travailler en leur sein restent affectés dans leur unité.

Il illustre le souci de fédérer des compétences scientifiques.

Source : <http://www.dgdr.cnrs.fr/daj/parteneriat/parteneriat/structcontractuelles/gis1.htm>
(dernière consultation le 07/09/13)

2. Qui rassemble-t-il ?

Le Gis réunit 50 membres, d'après la liste actualisée en septembre 2012. L'expression « membres » désigne une variété d'acteurs, des laboratoires de recherche, des institutions et des services patrimoniaux, et des associations représentés à chaque fois par un « participant ». Un de ces « participants » remplit plus particulièrement une fonction de coordination du Gis, la directrice Hélène Hatzfeld. Le Gis est, en outre, doté d'un bureau et d'un conseil scientifique. S'ajoutent à ces acteurs les porteurs de projet bénéficiaires des financements du ministère de la Culture et de la Communication dans le cadre de l'appel à projet « pratiques interculturelles dans les institutions patrimoniales », les non-membres susceptibles d'intervenir, par exemple, dans le jury de l'appel à projet, mais aussi les participants aux séminaires territorialisés, et enfin le ministère de la Culture.

2.1 Les membres : institutions et services patrimoniaux, laboratoires et associations

Parmi les membres du GIS on compte 20 laboratoires de recherche, 21 institutions et services patrimoniaux, dont 8 services du ministère de la Culture, 2 services patrimoniaux territoriaux, 2 services d'archives, 4 bibliothèques, 5 musées et institutions patrimoniales et 9 associations. Les laboratoires de recherche y sont donc majoritaires – si l'on met de côté les services du ministère – et les institutions culturelles (musées, bibliothèques, archives) et les associations représentées à part presque égale. Malgré cette prégnance des laboratoires, la liste des membres se caractérise par la variété de ses acteurs.

⁴<http://www4.culture.gouv.fr/actions/recherche/culturesenville/fr/acteurs_programme.html> (dernière consultation le 09/09/13).

L'engagement de ces 50 membres est volontaire mais, si l'on en croit les entretiens, il a généralement été le fruit de démarches entreprises par Hélène Hatzfeld et Ghislaine Glasson Deschaumes pour recruter des membres en fonction des opportunités, des rencontres et des affinités sur l'objet du Gis, principalement au moment de la préfiguration du Gis :

« Et puis Ghislaine et Hélène m'ont demandé de participer, au moins qu'on s'inscrive comme membres. On l'a fait, je pense qu'on était parmi les derniers à rentrer. » (entretien 1).

« C'est Hélène Hatzfeld qui m'a contactée, [...] je connaissais l'existence de cette direction de la recherche, mais je ne savais pas trop quelles étaient les activités [...] Hélène me parle du Gis pratiques interculturelles en me demandant de participer un peu [...] il n'était pas fait encore, il y avait des réunions. » (entretien 2)

« Hélène on s'était croisées lors d'un séminaire de recherche sur... Une journée d'étude [...] après elle a découvert notre travail et ensuite elle m'a invitée [...] c'était pendant la période de préfiguration du Gis Ipapic. » (entretien 5)

Elles ont pu être aidées dans cette entreprise par Sylvie Grange, représentante du bureau des réseaux professionnels et internationaux (Sous-direction de la politique des musées/Service des musées de France/DGP/MCC) au sein du Gis,

« J'ai dû rencontrer Hélène via Sylvie Grange que je connais depuis très longtemps. [...] J'ai pas pu assister aux premières réunions mais nous avons organisé rapidement une journée. » (entretien 7)

Depuis l'inauguration du Gis, deux laboratoires de recherche se sont retirés. Le Gis ne poursuivant pas de politique d'expansion, le nombre de membres, mais aussi les membres eux-mêmes, restent donc stables.

Ajoutons enfin que, dans l'organisation actuelle du Gis, les membres occupent une place prégnante par rapport aux participants, comme en témoignent les conséquences de l'évolution de carrière d'un des participants au Gis qui, en quittant, par voie de mutation, une institution membre du Gis pour une institution qui n'était pas membre, a perdu son statut de participant. La convention relie donc davantage les membres que les participants.

2.2 Les participants : représentants des membres

Chacun des membres du Gis est représenté par un « participant ». Comme en témoignent les entretiens, certains de ces participants ont contribué à l'élaboration du Gis depuis 2008, d'autres se sont impliqués au moment de la création du Gis en 2010.

La liste des participants compte de nombreux chercheurs – appartenant à des laboratoires de recherche mais aussi à des associations ou aux départements du ministère de la Culture – mais leur statut et leur discipline d'attache sont diversifiés (enseignants-chercheur, chercheurs, chargés de cours, post-doctorant, directeurs d'association, chargé d'études au sein d'institution patrimoniales, etc. En histoire, sociologie, sciences de l'information et de la communication, littérature, design...). Les participants peuvent également être directeurs et coordinateurs au sein d'associations, conservateurs du patrimoine, directeurs, chefs de départements, chargés de missions au sein des institutions patrimoniales, chefs et adjoints de services, départements, délégations du ministère de la Culture ou encore conseillers ou représentants des services patrimoniaux des collectivités.

Comme en témoignent les personnes interrogées, les participants ont souvent une grande expérience dans les thématiques qui sont celles du Gis,

« Moi j'ai une expérience de 30 ans sur les questions de culture, histoire, sociologie de l'immigration. » (entretien 1)

« C'est une vieille histoire, d'abord parce que j'avais travaillé avec Claude Rouot, au moment où il y avait « culture/ville, [...] ça remonte aux années... Quatre-vingt. » (entretien 4)

« C'est vrai qu'on a travaillé sur les thématiques urbaines à partir de la fin des années quatre-vingt, aujourd'hui tout le monde travaille sur la ville, mais à l'époque c'était vraiment difficile. » (entretien 5)

2.3 La directrice : coordinatrice

La directrice du Gis, Hélène Hatzfeld, est chargée de mission auprès du Gis, rattachée au DREST (Ministère de la culture et de la communication/Secrétariat général/Service de la coordination des politiques culturelles et de l'innovation). Enseignant-chercheur, elle a d'abord lancé et animé le groupe de travail « Dialogue interculturel dans les institutions patrimoniales : musées, archives, bibliothèques » dont est issu le Gis. Si elle est présentée, sur le site Internet du Gis, comme participante au même titre que les autres participants, elle tient bien le rôle de coordinatrice des activités du Gis et est identifiée comme telle par les participants interrogés.

Notons que Hélène Hatzfeld a été assistée de Ghislaine Glasson Deschaumes jusqu'en 2012, mission assurée depuis par Claudio Broitman. Sylvie Grange, chef du bureau des réseaux professionnels et internationaux à la DGP du ministère de la Culture depuis 2010, participe au Gis en étant impliquée, notamment, dans l'organisation de séminaires territorialisés.

2.4 Les instances : bureau et conseil scientifique

Le Gis est doté d'un conseil scientifique et d'un bureau. Le conseil scientifique compte 12 membres dont 4 participants au Gis Ipapic, et une ancienne participante⁵. La recherche de diversité parmi les membres du conseil scientifique, que ce soit en termes de formation, de domaine, de situation géographique, de structure d'attache, apparaît très fortement. Parmi les participants du Gis on compte ainsi 1 conservateur général du patrimoine dans les archives, 1 directrice de musée, 1 professeur de sociologie et 1 historien-documentaliste au sein d'une association. Parmi les non-participants, 2 des membres exercent à l'étranger en tant que chercheur en histoire et directeur de musée, 2 autres sont enseignants-chercheurs en sciences humaines, 1 directeur de département à la BNF, 1 directeur de réseau de médiathèques, 1 directeur général d'établissement muséal, et enfin 1 ethnologue en DRAC.⁶

On retrouve le même souci de représentativité des différents acteurs du Gis au sein du bureau, mais cette fois, cette diversité est clairement affichée et le bureau ne compte que des participants au Gis. Le président est aussi directeur d'une institution culturelle, la directrice appartient au Département de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la technologie du MCC et la secrétaire est enseignant-chercheur. Chaque type d'acteurs du Gis est aussi représenté par deux, ou trois, personnes à chaque fois, pour les associations, les institutions patrimoniales (hors ministère de la Culture et de la Communication), les laboratoires de recherche, et enfin le ministère de la Culture et de la Communication.

Suite à l'institutionnalisation du Gis, et notamment à la constitution d'un conseil scientifique et d'un bureau, les participants interrogés peuvent faire part de leur sentiment d'un alourdissement de la « machine »,

« La scission entre les scientifiques, la structure de gestion etc. n'est pas allée sans poser beaucoup de questions qui ont fini par occuper, je trouve, trop de place dans les échanges. J'avais l'impression, au bout d'un moment, que la machine tournait un peu sur elle-même et qu'elle dépensait un peu son énergie à fonctionner. Donc c'est qu'au bout de la 3^e réunion où on pose la question de qui fait quoi, etc. c'est pesant. » (entretien 5)

« Y'a un flou pas évident entre les deux [conseil scientifique et bureau] on essaie de rattraper les choses en considérant finalement que le bureau était invité systématiquement quand le conseil scientifique se réunissait. » (entretien 6)

2.5 Les porteurs de projets, membres ou non

Les projets lauréats de l'appel à projet « pratiques interculturelles dans les institutions patrimoniales » de 2012 et de 2013 associent, fidèlement à l'esprit du Gis, des structures différentes, laboratoires de recherche, institutions patrimoniales et/ou associations, l'une des structures associées portant particulièrement le projet.

Il n'est pas exclu que des projets retenus soient portés, au moins en partie, par des membres du Gis, ou que des membres du Gis y soient associés, comme en témoignent les résultats de l'appel à projet de 2011 qui comptaient 3 projets sur 6 impliquant des membres, et ceux de 2013, où 3 des 7 projets retenus impliquent des membres. Pour certains, ce fonctionnement apparaît ambigu,

« Les porteurs de projets dans le cadre de cet appel à projet, ils peuvent être membres du Gis, mais d'une certaine manière, là c'est de l'argent supplémentaire qui arrive, qui pourrait être directement utilisé par les membres du Gis. Moi par exemple,

⁵Joëlle Le Marec, en quittant l'équipe "Communication, Culture et Société" à l'ENS de Lyon pour l'Université de Paris Diderot, perd son statut de participant au Gis. Elle reste impliquée en tant que membre du conseil scientifique.

⁶Voir la liste complète sur <<http://www.ipapic.eu/presentation/instances/conseil-scientifique.html>> (dernière consultation le 10/09/13).

j'avais un projet avec une association que je voulais porter, mais le temps nous a manqué, donc on n'a pas fait de dossier [...] alors ce qui est bizarre du coup, typiquement, c'est qu'une partie de cet argent-là aurait pu nous être utile dans des projets qu'on porte. » (entretien 6)

« Comment on peut être membre du Gis et répondre à des appels d'offre du ministère de la Culture qui est portée par la même personne qui est un membre du Gis et... C'est un vrai problème. [...] On est dans un dispositif qui est ambigu [...]. Et j'en ai conscience. Et parfois ça me gêne. » (entretien 3)

« Après sur le principe qu'un organisme dépendant de financements publics du ministère de la Culture mutualise de l'argent pour proposer à ses propres membres... là honnêtement moi je suis pas super en phase avec ça. Sans doute parce que nous on a pour habitude de lancer des programmes de recherche dans le cadre de marché public. Répond qui veut, sauf les institutions partenaires. » (entretien 9)

2.6 Autres acteurs extérieurs

Le Gis Ipapic compte également d'autres acteurs non membres que ceux qui siègent au conseil scientifique. Il s'agit de ceux qui participent ponctuellement aux activités du Gis, comme des structures, souvent des institutions patrimoniales, qui participent, accueillent ou organisent un séminaire ou une visite-débat territorialisés, ou de membres du jury de l'appel à projet.

2.7 Le ministère de la Culture et de la Communication

Le ministère de la Culture est un acteur important du Gis Ipapic. C'est sous son impulsion que le groupe de travail « Dialogue interculturel dans les institutions patrimoniales » a été initié, pour donner naissance au Gis. Huit de ses services et départements figurent comme membre du Gis⁷, et c'est lui qui apporte des moyens financiers pour son fonctionnement, à travers l'appel à projet « pratiques interculturelles dans les institutions patrimoniales » et humains, en la personne d'Hélène Hatzfeld, ce qui est tout à fait connu des participants.

« Mais oui, bien-sûr, quand même, le financement c'est le ministère. » (entretien 1)

« Donc le ministère de la Culture prend en charge le secrétariat, ce qui est beaucoup, le poste d'Hélène et plein d'autres choses, il y a beaucoup de frais induits. » (entretien 3)

« C'était la dimension de recherche qui nous manquait, donc ça, elle est apportée par le ministère sous forme d'appel à projet de recherche. » (entretien 5)

Si sa tutelle est particulièrement discrète sur le site Internet du Gis Ipapic – seule l'évocation de l'appel à projet y est l'occasion de désigner en toutes lettres le ministère de la Culture – elle reste toujours rappelée en couverture des comptes rendus de séminaires et de visites débats.

⁷ BRPI- Bureau des réseaux professionnels et internationaux/Service des musées de France/DGP, DGCA-Direction générale de la création artistique, DGLFLF-Délégation générale à la langue française et aux langues de France, DPP-Département de la politique des publics/DGP, DPRPS-Département du pilotage de la recherche et de la politique scientifique/ DGP, DREST-département de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la technologie/SCPCI/SG, Service de la coordination des politiques culturelles et de l'innovation/Secrétariat général, SLL-Service du livre et de la lecture/DMIC.

3. Le fonctionnement du Gis Ipapic : principes et moyens

Si le Gis Ipapic est parfois qualifié d'« institution molle » (entretien 3), ou de forme « qui n'est pas très solide, entre le liquide et le gazeux » (entretien 6), sa démarche et son fonctionnement revendiqués comme « originaux » suivent néanmoins un principe, celui d'alliance, qui se traduit par l'affichage d'un nivellement des acteurs et la recherche du maintien d'un principe d'égalité. Le Gis dispose également de moyens financiers, souvent jugés modestes, mais il s'appuie beaucoup sur l'investissement de ses membres pour mener à bien des actions.

1. L'originalité du Gis et de sa démarche

Dans les différents documents édités par le Gis, et notamment au sein du site Internet, le Gis revendique son originalité. Elle est alors située à deux niveaux : dans une méthodologie originale de travail caractérisée par la mise en relation d'acteurs dont les pratiques sont différentes mais tournées vers le patrimoine « interculturel », c'est-à-dire à la fois des institutions patrimoniales différentes (archives, musées et bibliothèques) et des acteurs différents, institutions, associations et laboratoires de recherche ; dans son côté *agitateur*, le faisant apparaître comme un initiateur et un promoteur d'espaces de discussions et d'échanges sur le thème du patrimoine interculturel.

On peut ainsi lire, sur la page « historique » du site Internet du Gis :

« Dans le cadre de l'Année européenne du dialogue interculturel, durant un an, des responsables des musées, archives et bibliothèques en partenariat avec des représentants d'associations et des chercheurs, ont mené une réflexion critique sur leurs propres pratiques en matière d'interculturalité. Ce séminaire a constitué un *espace de discussion original*, à double titre. D'une part, il a réuni des institutions très différentes et communiquant peu entre elles, [...]; d'autre part, il a impliqué des associations engagées dans des processus de patrimonialisation et associé des chercheurs travaillant tant sur les questions interculturelles que sur le champ patrimonial. »⁸

Mais aussi en préambule de la convention du Gis (répété dans l'article « finalités et questionnements » sur le site Internet) :

« Le GIS Institutions Patrimoniales et Pratiques Interculturelles *constitue un dispositif original* par les atouts qu'il offre à la recherche, tant dans l'élaboration de son objet que dans sa méthodologie. »⁹

Et,

« Le GIS forme *un réseau inédit* qui associe les compétences des chercheurs de différentes disciplines à la réflexivité des institutions, structures et associations concernées »

2. Les principes : alliance et nivellement des acteurs

Le Gis Ipapic poursuit l'objectif de réunir des institutions, des associations et des laboratoires de recherche sur un pied d'égalité pour contribuer au questionnement des pratiques interculturelles dans les institutions patrimoniales. Pour beaucoup de ses participants c'est une véritable motivation pour contribuer au Gis, même si, concrètement, le principe d'alliance, et surtout d'égalité, leur apparaît difficile à maintenir, notamment parce qu'il s'agit d'un réseau qui mobilise un grand nombre de membres d'horizons différents.

⁸ (dernière consultation le 20/09/2013)

⁹ (dernière consultation le 20/09/2013)

2.1 L'alliance entre différentes catégories d'acteurs

Comme on l'a vu, le Gis se caractérise notamment par la variété de ses membres. Pour qualifier le principe sur lequel se fonde l'association entre les membres au sein du Gis, Hélène Hatzfeld et Sylvie Grange empruntent le terme d'« alliance » à Joëlle Le Marec :

« L'*alliance* : c'est le mot qui nous inspire, car il permet d'exprimer immédiatement que ce qui nous guide dans nos travaux respectifs ce sont des valeurs. Ces valeurs font se ressembler dans leur destin et leurs aspirations et dans les différentes organisations auxquelles nous sommes rattachés [...]. L'alliance est notamment, selon nous, l'inverse du type de collaboration considérée comme la prestation ou la délégation de service qui nous est souvent proposé comme le mode de partenariat rationnel. »¹⁰

Elles expliquent ainsi que le Gis vise « une *alliance* entre professionnels des patrimoines et chercheurs universitaires, entre des statuts, des formations, des savoir-faire qui, en modifiant le partage des rôles, crée de nouvelles pistes de réflexion et de pratiques. »¹¹

On retrouve ce principe au sein des instances du Gis, bureau et conseil scientifique, et au sein des membres du Gis, même si l'on n'y observe pas de parité entre les types de membres. Il est aussi présent dans l'appel à projet, et s'impose donc aux candidats :

« Dans le présent appel, le principe de démarche partagée doit être posé en amont, sous la forme d'un partenariat des institutions patrimoniales, des chercheurs, des associations, pour des recherches nouvelles, des états des lieux, des recherches-actions, des projets expérimentaux. [...] Les candidats devront donc veiller à préciser les modalités d'*alliance* qu'ils auront choisies et à les justifier sur l'ensemble de la conduite de la recherche, y compris dans les étapes de suivi, de restitution et d'évaluation »¹².

2.2 Le nivellement entre les catégories d'acteurs

Cette démarche fondée sur la modification du « partage des rôles » entre les membres est donc explicitement revendiquée. Elle se trouve également illustrée par l'affichage d'un nivellement des acteurs qui apparaît, notamment, à l'analyse du site Internet, principal outil de communication du Gis. Sur ce site, les participants et les membres, quels qu'ils soient, sont présentés de la même façon. Même la coordinatrice apparaît sans distinction particulière parmi les participants, et sa tutelle, le DREST du Ministère de la Culture, comme simple membre. Toujours sur le site internet, la discrétion de la tutelle du ministère de la Culture, qui dispose toutefois de sa propre page internet dédiée à l'appel à projet¹³, témoigne encore du nivellement relatif aux valeurs du GIS.

¹⁰ Le Marec (Joëlle) et Maczek (Ewa). 2012. « Musée et recherche : Coopérer dans un contexte en mutation », in *Musées et Recherche : Cultiver les alliances* / Sous la direction de Joëlle Le Marec, Ewa Maczek et Serge Lochot. Dijon / Lyon : OCIM / Ecole Normale supérieure de Lyon.

¹¹ Grange (Sylvie) et Hatzfeld (Hélène). 2012. « Recherche et musées, une rencontre improbable ou l'interculturel comme viatique », p. 125-141 in *Musées et Recherche : Cultiver les alliances* / Sous la direction de Joëlle Le Marec, Ewa Maczek et Serge Lochot. Dijon / Lyon : OCIM / Ecole Normale supérieure de Lyon.

¹² Voir l'appel à projet 2013 en ligne <<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Recherche-Enseignement-superieur-Technologies/La-recherche/Dialogue-interculturel/Appel-a-projets-de-recherche-2013-Pratiques-interculturelles-dans-les-institutions-patrimoniales>> (dernière consultation le 10/09/13).

¹³ *Idem*.

2.3 Une alliance plébiscitée mais complexe à entretenir

Les participants interrogés reconnaissent cette particularité du Gis, elle constitue même parfois une véritable motivation pour y participer,

« Là il y avait vraiment une idée « chacun amène ce qu'il a » et on réfléchit ensemble et on essaie d'explicitier un peu ce qu'on comprend de l'action culturelle ou de l'action de recherche dans une société complexe. » (entretien 2)

« L'originalité du Gis pour moi, et pas que pour moi [...] c'est qu'il rassemble des chercheurs, des institutions, des associations. Quand je dis institutions, je pourrais également mettre à part le MCC. [...] en gros vous avez ces trois pôles. [...] Et on essaie de maintenir ce dialogue à trois à égalité. » (entretien 3)

Cette démarche est aussi rendue possible par l'attachement des participants à ses valeurs en dehors du Gis,

« Les gens qui sont dans le Gis sont quand même un peu des militants. On est un peu des militants du rapprochement entre les institutions, le monde civil et la recherche. [...] On n'est pas les seuls, y'en a d'autres. » (entretien 3)

« Il y avait énormément de gens que je connaissais dans le groupe, parce que si on est là c'est qu'on partage une certaine vision du monde, une certaine déontologie, une certaine vision de la culture et des musées, du patrimoine en tous les cas. » (entretien 5)

« Pourquoi on est dans le Gis ? On est dans le Gis parce que finalement c'est aussi une communauté de regards [...] choisie, délibérée, que ce soit pour un chercheur, une institution ou une association. » (entretien 7)

Mais ils sont conscients des limites de cette posture est de la complexité à l'entretenir,

« Je sens des problèmes latents, toujours les mêmes, des problèmes de... que tout le monde n'est pas prêt à partager de la même manière, que... les questions de légitimité. Ces tensions elles existent, et du coup il y a un travail permanent, mais qui est dynamique, pour que surtout ça ne se passe pas. Qu'il n'y ait pas de captation, par exemple, vers un truc qui ferait que de la recherche, ou qui mépriserait, au contraire, la recherche. » (entretien 2)

« Je trouve que la méthode de discussion dans le Gis qui fait qu'à un moment donné il y a une présomption d'égalité, comme on dit en sociologie interactionniste, entre les différents interactants, très bien. Ça donne une liberté de parole, des choses qui peuvent être dites qui peuvent sûrement pas être dites dans les fonctionnements habituels, tout ça, et en même temps ça garantit pas la suite quoi, [...] parce qu'après chacun est dans sa propre perspective. » (entretien 4)

« Vouloir travailler un peu en décroisement, accepter de sortir de son monde, prendre du temps et trouver des intérêts à rencontrer d'autres gens que ceux avec qui on a une vocation naturelle à travailler ça écrème aussi forcément. » (entretien 6)

Et ils identifient, par ailleurs, qu'il existe un « noyau dur » qui est moteur – et parfois décisionnaire – au sein du Gis, qui permet d'entretenir cette dynamique,

« Là il se passe quelque chose grâce à l'action continue, grâce aussi à une manière d'être d'Hélène et Sylvie qui est, en quelque sorte, modèle. Aucun rapport d'autorité,

une écoute... des convictions... ce qui est très très éloigné du fonctionnement hiérarchique. » (entretien 2)

« Le truc c'est que comme c'est Hélène et Sylvie qui tirent sans arrêt cette dynamique, etc. [...] Ça tourne sur trois quatre personnes. » (entretien 5)

« Dans toute forme d'association, et le Gis n'est pas une association, il y a toujours une minorité agissante, des gens qui s'impliquent [...] il y a le petit cercle, le petit noyau, actif, du conseil scientifique et du bureau. » (entretien 6)

« On a l'impression parfois que seuls les membres du bureau agissent concrètement. » (entretien 6)

3. Des moyens financiers mutualisés émanant principalement du ministère de la Culture

Pour comprendre de quels moyens humains et financiers le Gis Ipapic dispose, rappelons que :

« Le GIS est dépourvu de personnalité juridique et morale, il ne dispose pas des facilités qu'ouvre l'autonomie financière et juridique pour gérer des moyens, exécuter des travaux ou recruter du personnel. Aucun patrimoine propre, ou recrutement de personnel n'est possible. Les membres de son équipe conservent leur individualité, les personnels appelés à travailler en leur sein restent affectés dans leur unité. »¹⁴

Ces règles de fonctionnement propres aux Gis expliquent notamment que les moyens financiers soient apportés par les membres du Gis, ce qui participe à son originalité.

« Le Gis est une institution un peu bizarre [...] parce qu'elle n'a pas de moyens propres, elle n'a que les moyens que les membres mettent » (entretien 3)

« C'est une institution molle où les gens mettent ce qu'ils ont envie de mettre » (entretien 3)

En l'occurrence, les moyens proviennent principalement du ministère de la Culture, en tant que membre du Gis à travers le DREST, et comportent notamment la mise à disposition d'une partie du temps de travail de la coordinatrice (environ 50 %), la rémunération d'une personne pour aider au fonctionnement, la mise à disposition de temps de personnels du ministère pour le décryptage et la mise en page des rapports, le tirage des rapports et le financement des appels à projet « pratiques interculturelles dans les institutions patrimoniales » en 2012 et en 2013. En outre, une enveloppe peut être employée, si nécessaire, à la prise en charge des déplacements des participants lorsqu'il est difficile pour leur propre structure de les assumer. De leur côté, les séminaires territoriaux sont pris en charge par les accueillants ou par les institutions membres participantes.

Cela dit, les moyens financiers du Gis pour son fonctionnement peuvent être perçus comme limités par certains participants,

« On peut [...] aller chercher les experts à l'extérieur des réseaux du Gis, mais ça veut dire qu'on va les payer. Pourquoi les gens acceptent d'être experts, parce qu'ils sont impliqués dans le projet [...] le ministère de la culture n'en a pas les moyens [de payer des experts extérieurs] donc il va chercher dans le Gis. » (entretien 3)

« Il y a peut-être quelque chose qui manque, mais je sais pourquoi, c'est une régularité de l'information, une sorte de newsletter interne, [...] simplement une liste

¹⁴Voir <<http://www.dgdr.cnrs.fr/daj/parteneriat/parteneriat/structcontractuelles/gis2.htm>> (dernière consultation le 07/09/13).

de diffusion qui soit plus régulière, juste plus régulière. Mais ça, ça veut dire des gens qui bossent dessus, et Hélène n'a pas le temps. » (entretien 1)

« Ce qui me paraît compliqué aujourd'hui, c'est de susciter des projets au sein du Gis sans forcément de levier financier, puisque l'appel à projet c'en est un, mais il est très limité finalement, très contraignant en termes de réponse par rapport au calendrier. » (entretien 6)

D'autant plus que ces moyens modestes obligent à compter sur la mobilisation des membres du Gis,

« Après je pense qu'Hélène et Sylvie peuvent s'épuiser, parce que, justement, elles portent énormément. » (entretien 5)

« si on veut que le Gis ait un avenir, il faut pas forcément compter sur de l'argent qui arrive en plus, et plus compter sur la mobilisation des acteurs entre eux. On sait que c'est pas évident. » (entretien 6)

Mais les moyens n'apparaissent pas comme un point clés aux yeux de tous les participants interrogés,

« Dans un Gis ce n'est même pas qu'une question de moyens. Bon il se trouve que nous on a pu développer des moyens autour, mais ce qui compte c'est la manière d'aborder les choses, vous pouvez aborder les choses avec trois francs six sous et avec X milliers ou dizaines de milliers d'euros, l'important c'est la manière dont vous regardez les choses. » (entretien 7)

Le caractère modeste des crédits apparaît même à certains comme une bonne chose, notamment dans les montants attribués à l'appel à projet,

« L'intérêt de l'appel à projet, évidemment, c'est qu'il suscite de la recherche, mais ce que je trouve très très important c'est d'abord le format où c'est de la recherche vraiment collaborative entre associations, recherches, institutions, c'est une des conditions, les montants pas trop important, comme ça ça évite... Parce que les labos sont tellement affamés... » (entretien 2)

Sur la portée de ces moyens, les avis divergent. Pour certains, la modestie des moyens a participé à constituer le Gis tel qu'il est aujourd'hui. Mais, si, pour certains, l'existence de l'appel à projet positionne le Gis comme prescripteur de finances, pour d'autres les moyens dévolus n'apparaissent pas toujours suffisants aux participants interrogés pour donner un véritable poids au Gis et à ses actions. Certains font d'ailleurs remarquer que les réalisations du Gis tiennent à l'investissement de personnes,

« Je connais beaucoup de gens qui ne calculent le GIS que parce qu'ils savent qu'il y a cet appel à projet. [...] c'est important à ce niveau, pour la société dans laquelle on vit, être prescripteur de finances ça donne du pouvoir. En tout cas de l'existence. » (entretien 1)

« La conclusion que j'en tire actuellement c'est que le gis est une ressource précieuse mais il est pas moteur sur tous ces aspects-là. S'il l'était vraiment, il y aurait plus [moyens] à son appel à projet. » (entretien 4)

« On fonctionne en relative autonomie, y'a un peu d'argent, y'a des salles de réunion, mais est-ce qu'on continue comme ça ? [...] C'est une vraie question aussi, quelle

place ça occupe demain au ministère. Aujourd'hui ça tient à des personnes. »
(entretien 5)

4. Un fonctionnement qui s'appuie sur l'investissement des participants

Il existe différentes formes d'investissement des participants au sein du Gis. Il leur est possible de participer à l'organisation ou d'intervenir dans les séminaires et visites-débats, ou encore d'y assister, de participer au jury de sélection de l'appel à projet, d'assister aux réunions de suivi des recherches soutenues dans le cadre des appels à projet, et enfin d'être membre du bureau ou de siéger au conseil scientifique. En dehors de l'impossibilité pour les participants de siéger à la fois au bureau et au conseil scientifique, l'ensemble de ces tâches sont compatibles. Au-delà de ces diverses tâches et fonctions, les participants, et donc les membres, sont investis différemment au sein du Gis.

4.1 Les motivations des participants

Avant de présenter les motifs qui peuvent amener les participants à limiter leur implication dans les activités du Gis, soulignons d'abord les raisons qui les ont amenés à s'impliquer dans le Gis, souvent leur intérêt, ou celui de la structure qu'ils représentent, pour la démarche et/ou pour les questions soulevées par le Gis,

« Il y avait une dimension politique là-dedans qui, tout de suite, m'a plu. La manière dont, en plus ! Le ministère de la Culture, la Direction de la recherche prenaient l'initiative, j'ai trouvé ça super, ça m'a donné envie de participer. » (entretien 2)

« Mais ce qui m'a énormément intéressée c'est tout l'enjeu disciplinaire, c'est-à-dire de décroiser le patrimoine et de pouvoir croiser mes collègues des bibliothèques, des archives, des médiathèques, voire de lieux patrimoniaux que je connaissais à peine, les lieux de mémoire. C'était l'occasion d'avoir ces passerelles [...] » (entretien 5)

« J'ai pas participé à tous les travaux préparatoires au Gis, mais sur la fin, au moment où ils avaient déjà défini un peu le programme du Gis, j'ai participé à une séance en racontant ce que je faisais, et du coup ça a intéressé, et du coup il y a une espèce de dialogue comme ça qui s'est formé et voilà. Ça a recommencé comme ça. » (entretien 4)

« Il y a quand même une proximité de mon labo avec les problématiques du Gis qui est ancienne, en dehors de moi. » (entretien 3)

« [La motivation] C'est surtout le souhait d'être impliqué, [...] pour une jeune institution qui doit aussi faire ses preuves, qui doit se faire connaître, qui doit aussi essayer de se développer en se rattachant à des réseaux. J'y voyais beaucoup d'avantages. » (entretien 6)

4.2 Les freins des participants

En raison de leurs engagements multiples, par leur posture de dirigeant ou parce qu'ils travaillent dans des structures où les moyens humains sont déjà réduits – et souvent pour plusieurs de ces raisons – Les participants ne peuvent pas toujours être disponibles pour le Gis,

« Tous les gens qui sont là sont tous des gens très impliqués par ailleurs, ils ont beaucoup d'activités, on n'a pas le temps qu'il faudrait y consacrer. » (entretien 3)

« Moi le fait de participer j'étais convaincu. C'est la question du temps et de s'encombrer alors qu'on est déjà débordés dans l'association. » (entretien 1)

« Je peux dire que depuis 8 ou 9 mois je ne me suis pas vraiment impliquée dans le Gis parce que j'étais sur autre chose, il y avait d'autres priorités, j'avais des réunions qui tombaient en même temps que les réunions du Gis, voilà. Et c'est pas un désintérêt, mais c'est, effectivement comment arriver à superposer... » (entretien 7)

« D'abord nous on se trouve dans une telle situation, il faut que je le reprecise d'emblée, nous sommes un micro service à cheval sur des missions d'études appliquées [...] et sur des missions de recherche fondamentale [...] ? Donc ça fait déjà un niveau d'activité déjà assez important pour un micro service, quatre personnes il y a 3 ans qui par le hasard des aléas se retrouve divisé par deux. » (entretien 9)

Les séminaires en région, notamment, constituent l'activité du Gis sur laquelle la participation est la moins évidente,

« J'ai été en Seine-Saint-Denis, c'était très intéressant, mais je ne peux pas me déplacer tout le temps, [...] J'aimerais bien [participer à plus de séminaires] mais je ne peux pas ! Je ne peux pas. » (entretien 1)

« Je suis allée régulièrement aux séminaires [de préfiguration du gis], mais je ne pourrais pas aller dans des séminaires de visite régionaux pour des raisons d'emploi du temps [...] On fait ce qu'on peut. » (entretien 2)

« Quand c'est à proximité, que ça ne me prend pas trop de temps, que les gens me demandent bon, éventuellement, je suis mobilisable, quoi. Mais après je peux pas tout faire et... Donc je resserre un peu là-dessus. » (entretien 4)

« à chaque fois que je vois les programmes de visite, je me dis « ah ! C'est génial » mais je peux pas... » (entretien 9)

Mais l'un des participants interrogés explique qu'il ne voit pas là un problème mais simplement des contraintes sur lesquelles le Gis ne peut rien,

« Je vois pas ce que le Gis peut améliorer dans le fait que chacun peut avoir à un moment donné des moments d'implication plus ou moins importante. [...] je ne vois pas là un point de perfectibilité du Gis. » (entretien 7)

5. Ce que produit le Gis Ipapic

À travers les actions qu'il déploie – les séminaires et les visites-débats, le site Internet et l'appel à projet – et avec sa manière originale le Gis Ipapic produit des rencontres, un réseau, le partage de manières de faire, de ressources et créé de la visibilité, parfois dans certaines limites.

Par son existence, il fait exister l'interculturel à la fois comme un levier de réflexion et comme un objet.

1. Ce que produit le Gis avec ses moyens d'action

Les participants interrogés disent retirer différents bénéfices de leur adhésion au Gis. Ils y font notamment des rencontres et participent à un réseau, et ils y trouvent des ressources, grâce aux visites-débats. Le réseau et les ressources sont accessibles par le biais du site Internet qui peut servir d'annuaire et de base de données, les coordonnées des membres y étant indiqués et un grand nombre de documents y étant mis en ligne au format pdf. Le Gis

Ipapic apporte aussi des manières de faire qui existent peu ou pas par ailleurs dans le monde professionnel. L'appel à projet, lui, est considéré comme bénéfique mais il est aussi critiqué.

1.1 Des rencontres et un réseau

Le Gis est reconnu par les personnes interrogées comme un espace original où des rencontres se font, notamment entre « corps » de métiers ou champs disciplinaires, qui ne se font pas ailleurs. Cet aspect apparaît même le plus important à certains, quand d'autres pensent à enrichir encore ce réseau d'acteurs.

« Je ne connais pas d'autre institution qui permette cet espace où, justement, il y a ce mélange... » (entretien 1)

« [Le Gis] a intensifié et diversifié les contacts » (entretien 7)

« C'est le seul endroit [le Gis] où moi [en tant qu'association] je me sens de parler légitimement de ces questions-là. Il n'y a pas d'autre espace quand on est en lien avec les institutions c'est illégitime, il n'y a pas d'espace par rapport aux institutions. » (entretien 1)

« J'ai rencontré des gens. Archives, par exemple, des collègues des archives que je connaissais pas du tout. Alors que j'appartiens à un champ, la lecture publique, qui est quand même très proche des archives ou des métiers de la documentation. Je ne les connaissais pas du tout. Ça a été une rencontre. » (entretien 9)

« Je pense que les séminaires du Gis qui sont faits en région sont très utiles pour les gens qui viennent, pour tous les acteurs. A mon avis c'est ça le plus important. C'est pas la recherche. » (entretien 3)

« Moi je voulais faire partager mes propres réseaux, [...]. Et dans ces histoires de réseaux y'a vraiment l'idée, enfin pour moi hein, aussi de les partager, parce que c'est aussi une ressource, une richesse. » (entretien 2)

Mais pour d'autres les participants sont peut-être trop nombreux pour permettre des rencontres,

« J'émettrai peut-être un doute sur le nombre de participants. Qui trop embrasse mal étreint. Avec l'expérience, j'ai beaucoup de mal avec les gros trucs. Et là... [...] alors il y a un noyau dur autour d'Hélène Hatzfeld, [...] et en même temps des institutions de temps en temps qui viennent, qui viennent pas... je suis pas... » (entretien 9)

Tandis qu'un autre participant craint que le réseau, au contraire, ne s'assèche,

« Le réseau, il faut le nourrir pour qu'il produise. C'est pas vrai que tout remonte du réseau, de ma connaissance du réseau, de ce que j'en vois. Si vous nourrissez pas le réseau, y'a rien qui remonte. Au bout d'un moment ça se tarit [...] mais ça suppose ce travail de veille, en hauteur, qui surplombe et ça c'est un travail considérable [...] de voir passer les choses, de les analyser un minimum. » (entretien 5)

1.2 Les visites-débats : une véritable ressource

Les visites-débats organisées sur le territoire sont l'un des principaux espaces où le Gis met en pratique son principe d'alliance et sa méthodologie. La trace de ces visites-débats est d'ailleurs conservée par l'intermédiaire des comptes rendus imprimés et disponibles en ligne sur le site Internet du Gis.

Pour ceux qui peuvent y participer, les visites-débats et les séminaires organisés autour du Gis sont considérés comme véritable une ressource, à la fois pour les lieux qu'ils permettent de connaître et pour les échanges qu'ils provoquent.

« En fait l'intérêt là, des séminaires locaux, c'est de voir les lieux je pense. » (entretien 2)

« Je pense qu'il y avait un process qui était extrêmement intéressant au début, dans la période de préfiguration, qui se poursuit ! Qui était... d'espèces de voyages d'étude où on échangeait, où il y avait un rapport, des choses assez modestes, mais pour peu qu'elles soient modestes elles demandaient quand même beaucoup de travail et de disponibilité, qui permettait un peu de, d'aller voir des expériences, d'échanger, de confronter. » (entretien 5)

« Moi à chaque fois je suis bluffé par les programmes de rencontres et de visites qui sont proposés par le Gis. [...] à chaque fois je me dis, mais effectivement, ce sont des objets qui, en termes d'interculturalité, pose des questions vraiment intéressantes. Dans ce sens-là, je dirais que ça m'apporte pas mal. » (entretien 9)

Cependant, pour certains, la période de découverte et d'échange s'essouffle,

« Quand on dit que ce qui était passionnant dans ce lieu c'était le bouillonnement, la présence de toutes ces structures, qui expérimentaient, qui tentaient des choses, voilà, la confrontation de ces expériences-là, c'était possible parce que les gens n'avaient pas grand-chose à préparer, ils venaient avec leur périmètre de connaissance et d'expériences, mais c'est vrai qu'au bout d'un moment on tourne un petit peu sur soi-même. » (entretien 5)

Pour tous, la mise en ligne, sur le site Internet, des comptes rendus produits dans le cadre du Gis et dans sa période de préfiguration, et la distribution des comptes rendus imprimés aux membres du Gis, permet à ces ressources d'être utilisées, pour soi ou pour les autres.

« On a les comptes rendus, les rapports de journées d'études, de projets, etc. Je me réfère à ça. Il y a deux documents, je crois, sur la traduction... [...] si j'ai besoin d'un truc, si j'ai un problème je me réfère à ça, s'il y a un problème de discussion conceptuelle, je me réfère aux documents, j'en ai plusieurs exemplaires papier, mais aussi je vais sur le site. » (entretien 1)

« Moi je les ai beaucoup utilisés [les documents accessibles sur le site], je les ai beaucoup envoyés à des collègues, j'ai beaucoup diffusé [...] de l'information, de la ressource. » (entretien 5)

« Moi je m'en suis souvent servi [des documents] chaque fois que j'ai été amené à m'exprimer ou à réfléchir moi-même sur une question je relis ce qui a été évoqué dans les séminaires précédents, et c'est très riche. » (entretien 6)

1.3 Le site Internet : un annuaire et un outil de diffusion

Le site Internet permet, notamment, la diffusion des comptes rendus, et il fonctionne aussi comme un annuaire pour les participants au Gis. Mais ce que le Gis produit de mieux, rappelle un des participants interrogés, ce sont les rencontres réelles.

Vous utilisez le site internet ? « J'avoue assez peu. J'y vais pour me référer à... d'abord pour retrouver des gens dont je sais qu'ils sont membres et que je veux contacter, donc ça c'est une chose, c'est presque un annuaire. » (entretien 1)

« C'est vrai que quand je vais voir des gens et que je leur parle du Gis Ipapic je leur [...] explique ce qu'ils peuvent trouver sur le site, donc je trouve que c'est un outil de visibilité qui n'est pas inintéressant. » (entretien 4)

« Je vais chercher les documents, je vais voir un peu l'actualité, et les autres acteurs aussi. Mais c'est pas dans le site, pour moi qu'il y a... c'est un lieu vraiment pour l'info, pour les doc, pour la mémoire... [...] je l'utilise beaucoup hein, mais pour les ressources. » (entretien 2)

Mais pour certains, la mise en ligne des documents produits par le Gis n'est pas suffisante,

« Alors on a l'impression qu'à un moment donné le fait de mettre en ligne ou de faire un rapport d'activités, ça suffit pas tout à fait à la continuité de la démarche, même si c'en est un instrument, bon, nécessaire. Et après, je sais pas, on tombe de nouveau sur des histoires de moyen, de temps dont dispose les uns et les autres. » (entretien 4)

1.4 Des manières de faire

Le Gis Ipapic c'est aussi, d'après les personnes interrogées, des manières de faire différentes, un rapport différent entre culture et recherche, des débats sérieux, une dynamique de questionnement et une possibilité de dire les choses qui n'existe pas dans d'autres cadres.

« En fait il y a vraiment une transformation des manières de faire de la recherche, les labos ont grossi, les patrons ont plus de pouvoir, les recherches de terrain sont un peu moins valorisées que... des programmes de recherche, et puis la course à l'argent, et aux ressources, et à placer les doctorants qui devient obsessionnelle, et ce qui me plaisait là, c'était la possibilité d'être vraiment dans un rapport complètement différent avec le monde de la culture » (entretien 2)

« Ce que je trouve très intéressant c'est que tout est en débat [...] et en débat sérieux. » (entretien 2)

« Moi ce qui m'intéresse dans le Gis c'est les dynamiques qu'il essaie de mettre en place et à un moment donné les effets et de questionnement et de redéfinition de l'action que ça peut exercer. » (entretien 4)

« Il me semble que les uns et les autres on peut dire [dans le cadre du Gis] que telle chose n'allait pas bien... et ça y'a finalement très peu de lieux où c'est possible, parce qu'on est toujours sur une représentation... » (entretien 5)

Les participants reconnaissent donc, et plébiscitent même, la spécificité et la richesse des « manières de faire » proposées par le Gis. L'entretien avec l'un des répondants au premier appel à projet est d'ailleurs très intéressant – même si on ne peut pas affirmer qu'il est représentatif de ce que le Gis peut apporter aux porteurs de projets – puisqu'il montre que ces manières de faire et les méthodologies proposées par le Gis ont eu une influence perçue comme positive sur la pratique de l'institution porteuse du projet,

« Il y a eu une première réunion à Paris où, c'est vrai, on a été un petit peu perdu parce que ce terme d'interculturalité on l'avait pas appréhendé au départ de la bonne manière. Je pense qu'on concevait qu'il fallait travailler avec d'autres personnes mais pas de manière autant approfondie, ce qu'on a essayé de faire par la suite. [...] Tout ça ça a été un bon cheminement aussi parce que peut-être que le Gis nous a permis de prendre tout ce recul nécessaire pour comprendre la situation. Et ça je pense que sans cet appel à projet on n'aurait pas du tout cette distance pour comprendre les choses et on aurait été dépassés à certains moments, et surtout on n'aurait pas

compris l'évolution méthodologique qu'on était en train de vivre. Et ça ça a été très bien. » (entretien 8)

1.5 Un appel à projet

Si l'existence d'un moyen d'action tel que l'appel à projet n'est pas remise en cause, ses moyens actuels, ses exigences ou encore la capacité des institutions à y répondre sont évoqués par les participants interrogés comme de possibles limites de cet outil.

« C'est important [l'appel à projet] c'est formidable que ça existe » (entretien 5)

« L'appel à projet, par exemple, moi j'en ai parlé [...] y'a très peu de structures qui peuvent répondre à ce type de projet. Il faut vraiment être accompagné, et pour tout dire aujourd'hui les structures, pour beaucoup d'entre-elles, elles sont un peu dans des postures de survie donc... » (entretien 5)

« On n'a plus le temps de se consacrer à la recherche véritablement, de coordonner, de monter des projets pour participer à des entreprises collectives. » (entretien 9)

« [Le montant de] l'AAP du Gis, ça veut dire qu'y a pas beaucoup d'échos du Gis dans les démarches du ministère de la Culture quand même, et que ça ne peut que financer des... c'est des financements d'amorçage, c'est pas des financements de réalisation, et que à un moment donné ça manque d'écho ou de... projets suffisamment fort pour que ça fasse sens. » (entretien 4)

1.6 Une visibilité pour les pratiques interculturelles dans le milieu patrimonial

Du fait du rattachement de l'appel à projet au ministère de la Culture, ou de publications telles que le n° 128 de la revue *Culture et Recherche* (printemps-été 2013), qui a pour mission d'informer sur la recherche au ministère de la Culture, le Gis crée de la visibilité pour les pratiques interculturelles dans le milieu patrimonial.

1.7 soulever des questions, des enjeux

Pour certains, il répond à des besoins, notamment au besoin de soulever certaines questions, pour d'autres il peut ouvrir les yeux des acteurs sur les enjeux réciproques, sans véritablement aider à définir les problématiques patrimoniales.

Le Gis il répond à des besoins... « Énormes ! Et à des questions non... pensées, non réfléchies. C'est quoi cette Méditerranée dont on parle ? [...] La méditerranée qui est là à Marseille aujourd'hui ? Les gens qui sont là ? Qu'est-ce qu'on en fait ? » (entretien 1)

« D'un point de vue strictement scientifique, le Gis apporte pas grand-chose. Les questions vraiment scientifiques elles ne se posent pas à l'interface des institutions, des chercheurs et des associations. Elles se posent ailleurs [...] ce que j'espère c'est qu'il ouvre les yeux des uns et des autres sur les enjeux réciproques. Je pense qu'il y a des associations qui en tirent vraiment quelque chose, et que les services du ministère peuvent en tirer vraiment quelque chose. Les chercheurs peuvent en tirer quelque chose mais pas en problématique de recherche, mais en... Dans ce que ça peut leur apprendre sur la façon dont les recherches peuvent être mieux diffusées, mieux disséminées, plus intéresser les services publics [...] les grands problématiques patrimoniales, ce n'est pas ici qu'elles se définissent. » (entretien 3)

« Le Gis fonctionne comme une espèce de coin qu'on enfonce pour dire « attention, là c'est plus compliqué que ce qu'on croit » est-ce qu'on a pris en compte la pluralité des regards ? » (entretien 6)

Mais certains des participants interrogés expriment des doutes sur son impact à cause de sa marginalité et du choix – ou de la contrainte – de conserver des ambitions modestes, et à cause du manque de suites données aux échanges,

« Dans l'évolution du Gis, [...] il y avait l'idée à un moment donné de viser des projets forts, d'aller vers des projets européens. [...] Tous ces séminaires en région et toutes ces initiatives sont intéressantes, mais en même temps je crains que la lisibilité du travail du Gis soit réduite, quoi, et qu'on tombe vers le côté un petit aiguillon permanent... mais qui sur les gros chantiers est pas présent. » (entretien 4)

« Un exemple. Il y a eu, à un moment donné, à l'assemblée générale ou au comité directeur de l'année dernière un débat qui a été initié sur association-institution. Il y a des choses qui ont été dites, très bien. Y'a un compte rendu qui a été fait. Très bien. C'est quoi les suites ? » (entretien 4)

« Après on a du mal à avancer sur des projets plus concrets de réflexion, on a avancé l'idée, par exemple, de groupes de travail sur la question de la frontière, la question des lieux à mémoires multiples, la question de la collecte de mémoire orale [...] ça ce serait des pistes plus concrètes qui permettraient d'associer des acteurs du Gis sur des choses assez précises qui correspondent pour certains à leur quotidien professionnel, par exemple, [...] et malgré ça, je trouve que finalement on avance pas tant que ça, on en revient souvent à des colloques, à des séminaires. » (entretien 6)

D'autres, enfin, poussent à se demander ce qu'est une activité du Gis, comment la définir,

« Il me semble qu'une des difficultés du Gis aujourd'hui, la question qu'il devrait se poser pour l'avenir, [...] c'est de se demander « qu'est-ce que c'est qu'une activité du Gis ? » [...] finalement, une fois qu'on a organisé les choses, [...] pour moi la logique, c'est que les projets du Gis c'est des projets faits par les membres du Gis, le Gis étant un cadre qui permet peut-être de faciliter les rencontres, les collaborations [...] y'a pas mal de choses qui sont faites par des membres du Gis [...] et qui ne comptent pas sur la liste des activités menées par le Gis. » (entretien 6)

2. Construction d'un objet légitime et d'un levier

Les documents élaborés entre 2008 et 2010, résultats des nombreuses rencontres et séminaires organisés, témoignent de la construction parallèle du Gis et de son objet : les pratiques interculturelles et l'interculturalité dans le champ des institutions patrimoniales, cet objet étant progressivement considéré comme un levier pour interroger les pratiques des institutions patrimoniales.

2.1 Un objet : les « pratiques interculturelles »

L'approche de l'interculturalité portée par le GIS Ipapic s'est construite en grande partie au cours des séminaires organisés en 2008-2009 autour du groupe de travail *Dialogue interculturel dans les institutions patrimoniales (musées, archives, bibliothèques)*, principalement à travers la présentation de « témoignages » de professionnels du musée, des bibliothèques, des archives, des associations. À l'origine, ces professionnels ont d'ailleurs été invités à penser non pas l'interculturel mais « le dialogue interculturel » dans leurs pratiques, et donc à se poser la question de ce qui relève de l'interculturel dans leur pratique. Et comme le souligne l'un des participants interrogés, ce qui relève de l'interculturel dans les pratiques étaient déjà présent avant d'être désigné comme tel,

« Comment on peut diriger un musée de société et pas se poser la question d l'interculturel ? Pour moi c'est impossible [...] on était les monsieur et madame Jourdain de l'interculturel dans les musées de société » (entretien 7)

Les chercheurs ont pris part au groupe de travail mais ils n'ont pas « témoigné », comme les professionnels du patrimoine, de leur conception ou de leur pratique du dialogue interculturel. D'ailleurs, si l'on en croit le compte rendu du séminaire mais aussi « L'état des lieux »¹⁵, l'interculturel n'apparaissait pas, pour les chercheurs comme pour les institutions, comme un thème de recherche établi, mais à construire.

M. Rautenberg : « *Il y a beaucoup de travaux sur l'histoire, la mémoire, le patrimoine, il faudrait surtout mettre l'accent sur « l'inter », sur la question de l'interculturalité.* » (2009, p. 31.)¹⁶

C. Dessaux : « *Il n'existe pas de recherches actuelles sur ce thème du dialogue interculturel qui soient à la hauteur des enjeux sociétaux, politiques et institutionnels d'un tel débat.* » (*Ibid.*, p. 136.)

G. Glasson Deschaumes : « *Force est de constater qu'il n'existe que très peu de travaux directement en phase avec les problématiques du GIS et du futur appel à recherche. Le présent travail propose donc un certain nombre de perspectives à partir desquelles reprendre et ouvrir tant les problématiques patrimoniales que la question interculturelle.* » (2010, p. 3.)

Le caractère « flou » ou « peu clair » du terme « interculturel » ou de l'expression « dialogue interculturel », est noté dans les comptes rendus de séminaire du groupe de travail menant au GIS.

H. Hatzfeld : « *« Interculturel ». Ce mot étonne parfois, semble souvent peu clair.* » (2010, p. 8)¹⁷

H. Hatzfeld : « *Le fonctionnement de ce groupe [...] a montré qu'il y avait un grand intérêt porté à ces questions de dialogue interculturel dans les limites des institutions patrimoniales. En même temps, cette notion du dialogue interculturel n'est pas quelque chose de construit. C'est encore une notion floue.* » (*op. cit.*, 2009, p. 120.)

Un des objectifs du groupe de travail consistait à donner de l'épaisseur à cette notion floue en constituant l'interculturel comme « objet de recherche »

H. Hatzfeld : « *Si l'on veut prolonger l'intérêt qui existe dans ce groupe, il faut [...] construire le dialogue interculturel en tant qu'objet spécifique de recherche pour lui donner une visibilité qu'il n'a pour le moment dans aucune des institutions de recherche, que ce soit le CNRS ou à l'ANR. Aucune ligne de recherche ne correspond à l'interculturalité.* » (*Ibid.*)

Michel Rautenberg exprimant toutefois cette interrogation :

« *Est-ce que vous ne craignez pas qu'à un moment ou à un autre, vous arriviez, malgré vous, à porter un discours de légitimité de ce qu'est la bonne interculturalité ?* » (*op. cit.*, 2009, p. 124).

¹⁵Glasson Deschaumes (Ghislaine). *Institutions patrimoniales et pratiques interculturelles : jalons pour un état des lieux en vue de l'appel à la recherche du même nom*. DREST, septembre 2010. 46 p

¹⁶ *Dialogue interculturel dans les institutions patrimoniales (musées, archives, bibliothèques)*. Compte rendu du séminaire. État des lieux, questionnements, perspectives (mars 2008-mars 2009) MCC-SG-DDAI, mission de la recherche et de la technologie.

¹⁷ *Compte rendu du séminaire Chambéry et Villeurbanne*. 30 juin au 2 juillet 2010. MCC-SG-DREST.

En plus des séminaires et des visites-débats, des recherches bibliographiques¹⁸ ont permis de préciser les perspectives et les limites de l'interculturalité telle qu'elle est pensée au sein du groupe de travail puis du Gis Ipapic. Elles ont notamment eu pour effet de marquer une coupure avec les travaux des années quatre-vingt sur l'interculturalité, et d'envisager un élargissement à d'autres questions que celle de l'immigration. Cette possibilité d'élargissement est bien perçue par les participants du Gis,

« La question de la prise en compte de l'interculturalité, c'est ce qui est dit souvent dans les documents qui décrivent le Gis, c'est un peu l'idée de prendre en compte la complexité, quand on sait plus trop comment le définir on parle de la complexité de nos sociétés contemporaines, et à travers cette complexité arriver à définir qu'est ce qui fait patrimoine ou qui contribue à la désignation du patrimoine [...] je me rends compte de la fécondité de cette réflexion mais de manière beaucoup plus large, et du coup plus difficile et plus floue à définir » (entretien 6)

L'approche de l'interculturalité portée par le Gis dans sa forme actuelle apparaît déjà dans certains comptes rendus, comme celui du séminaire de Chambéry et Villeurbanne (30 juin-2 juillet 2010) qui pose la question, en introduction « qu'est-ce que l'interculturel ? » (p. 8) ; et elle est formulée clairement dans l'appel à projet de 2011, repris en grande partie en 2013. Ainsi, le « cadrage de l'appel à projets de recherche » (p. 5) commence par exposer la conception de l'interculturel portée par le Gis en expliquant le déplacement du « dialogue interculturel » vers les « pratiques interculturelles ».

Cette préférence pour l'expression « pratiques » culturelles, mais aussi l'envie que la définition de l'objet que constitue l'interculturel soit considérée comme « arrêtée » pour poursuivre la réflexion, a pu être exprimée lors des entretiens avec les participants.

« Le mot interculturalité me gêne, parce qu'il vise tout le temps, quand même, à essentialiser les relations entre les gens. On préfère parler de pratiques interculturelles. Donc de limiter interculturel à être un qualificatif d'autre chose [...]. Ces questions de pratique, de représentations croisées je crois sont, en France, étaient en France importantes, prioritaires il y a 10 ans, ça reste toujours un objet politique. Est-ce que c'est un objet scientifique en tant que tel... » (entretien 3)

« On a eu beaucoup de discussion là-dessus [sur l'interculturalité] dès le début, dès le séminaire de Marseille, les réunions à Paris, dès le début on a beaucoup discuté. Moi j'arrive à un point où je me dis « ne nous bloquons pas sur des questions de définition. On sait grosso modo de quoi on parle. » » (entretien 1)

« La difficulté du Gis c'est sa complexité à en définir l'objet quoi, parce qu'en fait on sent que quelquefois, dans les discussions, on passe beaucoup de temps à se redéfinir entre nous [...] encore aujourd'hui » (entretien 6)

2.2 L'interculturalité : un levier

L'interculturalité est également désignée comme un « outil perfectible et temporaire », un « mode d'interrogation », et, dans l'appel de 2013, comme « un outil délibérément pragmatique, expérimental » (p. 4), donc plus seulement comme un objet de recherche.

Plusieurs termes, employés non pas dans les comptes rendus mais plutôt dans les textes qui émanent des « instances » du Gis Ipapic – sur le site Internet, dans la contribution d'Hélène Hatzfeld et Sylvie Grange à l'ouvrage collectif *Musées et Recherche : Cultiver les alliances*,

¹⁸ Billerey (Vincent) et Hatzfeld (Hélène). *Repères pour un dialogue interculturel*. Ministère de la Culture et de la Communication, Juillet 2010. 118 p. Glasson Deschaumes (Ghislaine). *Institutions patrimoniales et pratiques interculturelles : Jalons pour un état des lieux en vue de l'appel à la recherche du même nom*. DREST, septembre 2010. 46 p.

dans les appels à projet – traduisent cette idée que l'interculturalité n'est pas une fin en soi mais un moyen d'interroger les pratiques des institutions patrimoniales :

« la problématique interculturelle », « l'approche interculturelle », « la focale interculturelle », « la perspective interculturelle », « la lecture interculturelle », « la question interculturelle », « les enjeux interculturels », « le postulat interculturel », « l'angle interculturel », « le levier de l'interculturel », « le prisme interculturel », « un viatique » « un levier », « l'interculturel comme dissensus et déplacement » et enfin « un outil de questionnement de la complexité des sociétés ».

Cette vision de l'interculturel comme outil, et comme levier, et bien partagée par les participants interrogés,

« C'est un objet mobile, dynamique, cette question de l'interculturalité, on n'arrive pas à la saisir donc il faut arrêter de ... de discuter autour et d'aller vraiment sur l'idée qui est celle du GIS : c'est un outil, un outil pour bouger des choses, c'est un levier. » (entretien 1)

« Les institutions publiques ne prennent pas la mesure des bouleversements de la société civile en matière de patrimoine et de culture générale. Le monde tel que le ministère de la Culture se le représente ne correspond plus du tout à la réalité. L'idée de pratiques interculturelles elle vient là pour ouvrir des coins dans les institutions culturelles, et je pense que ça marche. Aujourd'hui, dans les institutions culturelles, [...] y compris et surtout le ministère, je pense qu'il y a des progrès de faits. » (entretien 3)

« La question de l'interculturalité, pour une institution qui se pose la question du patrimoine, ou une association, le prisme de l'interculturalité permet de mettre à distance sa propre pratique professionnelle d'essayer de chercher le point de vue des autres [...] de se repositionner en tant qu'institution, faire de la place aux associations, se mettre sous le regard des chercheurs, et avancer dans nos projets en y mettant plus de complexité, plus de subtilité » (entretien 6)

2.3 Et le patrimoine ?

Le patrimoine n'apparaît pas, dans les séminaires, comme l'enjeu du Gis, il apparaît déjà légitimé en tant que concept et qu'objet de recherche. Cela dit, les changements auxquels il doit faire face sont exposés et la « diversité » du patrimoine revient souvent, ainsi que la reconnaissance d'acteurs autres que des acteurs « institutionnels », dans la reconnaissance de ce qui fait patrimoine, y compris lors des rencontres les plus récentes. La page « Axes de travail » du site Internet va dans ce sens puisqu'aucun des axes développés ne désigne à proprement parler le patrimoine, mais ils sont introduits par ce texte :

« Qu'est-ce qui fait patrimoine ? Qui fait patrimoine ? Comment fait-on patrimoine ? À partir de ces interrogations, le GIS Ipapic s'intéresse plus particulièrement aux questions de collecte et de fonds, aux acteurs engagés dans les processus de patrimonialisation, aux rapports entre les pratiques et les injonctions politiques, les cadres normatifs, aux logiques d'interprétation et de représentation, aux questions de langues et de territoires. »

Dans le cadre du GIS, le patrimoine apparaît finalement sous plusieurs formes. Sous la forme d'acteurs d'abord. Le patrimoine c'est ainsi trois types d'acteurs : les institutions patrimoniales qui constituent les collections et les fonds et les diffusent (et qui constituent à la fois un acteur du groupe et un objet de questionnement du groupe, du moins en ce qui concerne ses pratiques), des associations engagées dans la patrimonialisation, des chercheurs qui s'interrogent sur le champ patrimonial. Le patrimoine est aussi un processus et un champ de mutation redéfini par l'interculturel et soumis à un « défi » :

« le défi du patrimoine et des processus de patrimonialisation posé par l'extension de la notion de patrimoine et par les demandes de reconnaissance sociale et politique qui s'y trouvent impliquées, notamment en termes de représentations, d'enjeux mémoriels ou de politiques de la mémoire »¹⁹

Il apparaît aussi fortement lié au territoire,

« Il s'agit d'interroger le patrimoine à l'épreuve des territoires (comme cadres politiques et comme lieux où se tissent les liens sociaux) »²⁰

Propositions et perspectives

Durant les entretiens, de nombreuses propositions ont été lancées pour capitaliser les acquis du Gis et relancer une dynamique. Elles ouvrent des perspectives pour la suite à donner au Gis, dont le premier contrat s'achèvera en septembre 2015. Elles s'appuient, d'une part, sur le fait que la pérennité du Gis n'est pas remise en question et sur le constat que le rôle du Gis n'apparaît plus clairement.

1. Pérenniser l'action du Gis

De manière générale, les participants interrogés sont attachés à la pérennisation des actions et de la démarche du Gis, sans paraître toutefois attachés à sa forme institutionnelle.

« Il faut que le GIS, tout en travaillant sur sa lancée, pense à la suite. Il ne faudrait pas que ça s'arrête. » (entretien 1)

« Ce serait bien que ça puisse perdurer, que ce soit quelque chose qui se maintienne. » (entretien 2)

« C'est vrai qu'on est à un tournant où je ressens qu'il faut être vigilant, [...] si je le ressens je pense que d'autres le ressentent, et que c'est précieux, donc il faut réussir à trouver des moyens de préserver cet outil-là, et j'ai conscience que c'est fragile, et c'est fragile parce que ça ne rentre pas dans les boîtes habituelles. » (entretien 5)

« Une des réflexions à mener, peut-être, c'est de se dire, finalement, dans tout ce qui a été expérimenté, à la fois dans les réunions de travail, séminaires [...] et depuis que le Gis existe, c'est qu'est-ce qui mériterait de perdurer sous quelle forme ? Pour qu'il se passe encore des choses parce que, à mon avis, on sera plusieurs à souhaiter qu'il y ait des choses qui continuent, d'où l'intérêt de bien cerner ce qui vaut le coup d'être maintenu pour pas que les choses explosent en vol » (entretien 6)

« Pour moi ce n'est que l'ouverture d'un grand chantier, les premières années. » (entretien 7)

2. Le rôle du Gis

Malgré ça, il ressort des entretiens que le rôle du Gis n'apparaît plus clairement. Plusieurs éléments participent à ce flou :

¹⁹ (dernière consultation le 12/09/13)

²⁰ Glasson Deschaumes (Ghislaine). *Institutions patrimoniales et pratiques interculturelles : Jalons pour un état des lieux en vue de l'appel à la recherche du même nom*. DREST, septembre 2010.

- Le rôle de l'appel à projet du ministère de la Culture par rapport au Gis n'est pas toujours compris,
- Le lien à faire entre les actions menées par chacun dans le cadre de ses fonctions et les actions rattachées au Gis n'est pas clairement établi (donc entre ce qui est fait par le Gis et ce qui est fait par ailleurs), et finalement les conditions de la participation à l'activité du Gis et de proposition de projets,
- Le double rôle des participants en tant que personne et en tant que représentant de leur structure n'est pas toujours facile à appréhender, même si, pour Hélène Hatzfeld, il est fondamental qu'il y ait des membres parce que le Gis doit chercher à mener une action sur les institutions.

C'est finalement, la posture du Gis qui devrait déterminer le reste. Veut-il se constituer en laboratoire de recherche impliqué dans des ANR ou des projets européens, ce que certains suggèrent ? En effet, pour certains, il serait intéressant d'amplifier la dynamique du Gis, par exemple en répondant en commun entre des membres du Gis à des appels d'offre,

« Il y a des synergies locales ou scientifiques ou institutionnelles à opérer pour qu'à un moment donné, voilà, ce truc ça fasse, ça participe d'une dynamique plus générale. » (entretien 4)

« Il faudrait que les membres du Gis, ou certains des membres, puissent se réunir pour répondre à des appels d'offre communs, mais à ma connaissance ça c'est pas vraiment fait. Des appels d'offre, des ANR, des programmes européens. [...] » (entretien 3)

Mais pour d'autres, il faudrait au contraire adopter une démarche modeste, surtout dans l'investissement demandé aux participants, démarche déjà en cours, si l'on en croit un autre participant,

« Quand je parle de projet modeste, est-ce que ce ne serait pas juste que le Gis Ipapic prenne en route un des projets en cours [...] alors évidemment il ne faut pas diluer les thématiques, mais voilà. » (entretien 5)

« Petit à petit on a monté ça [une journée pour le Gis], c'est venu très naturellement, en fait ça recoupait, pour le musée, ça recoupait vraiment son PSC. [...] même s'il n'y avait pas eu le Gis [...] le travail sur la culture régionale en tant qu'interculturel, c'était déjà problématique. Par contre ça nous permet de les travailler autrement et surtout de les travailler en réseau. C'est bien un groupement d'intérêt scientifique. Le Gis c'est ça ! » (entretien 7)

Sachant que ce que les coordinateurs du Gis disent faire et souhaiter faire, c'est de travailler au cœur des institutions pour modifier leurs pratiques et pour changer les postures de recherche, c'est-à-dire pour affirmer que la recherche peut être faite par d'autres que par les chercheurs, et ainsi poser la question de la prise en compte de la production de recherche par d'autres que les chercheurs, la logique des grands programmes de recherche nationaux et internationaux ne paraît pas évidente.

La question du développement des actions du Gis à l'échelle locale se pose également,

« Qu'il y ait un lien, qu'il y ait des sortes de structures tout simplement réparties sur le territoire qui fassent remonter les infos ou un truc comme ça, ou quelqu'un qui ramasse les infos de tout le monde et qui les synthétise, mais ça c'est une question de moyens. » (entretien 1)

« J'ai pas trop réfléchi au futur, mais je sens bien l'envie que les gens prennent en charge localement [...] idéalement. » (entretien 2)

« Je le dis là maintenant parce que ça me vient à l'esprit, [...] les fédérations d'éducation populaire, ont eu des antennes qui se sont développées de manière très différenciées mais toutes... pas comme des sortes de déclinaisons locales d'un truc... mais vraiment comme des choses qui ont acquis une identité propre, en fonction de caractéristiques locales, des gens surtout, mais j'ai l'impression que ça pourrait être une des voies du Gis » (entretien 2)

3. Propositions

En dehors de la posture qui doit être déterminée pour le Gis, des propositions ont pu être faites concernant les missions et les tâches qui pourraient incomber au Gis :

D'abord, continuer à discuter des questions problématiques, travailler sur « des zones de conflit potentiel » avec dans l'idée que l'interculturel c'est « de savoir que l'autre tient à des choses c'est capital pour une sorte de respect, d'égalité ».

« Mon idée, du coup, ce serait une sorte de séminaire du Gis, de mode d'action où vraiment on travaille sur des zones de conflit potentiel, c'est-à-dire qu'on les fasse sortir. Sur de la coopération mais aussi sur des zones de conflit potentiel, parce que je l'ai expérimenté dans la recherche et que j'ai trouvé que c'était des gains fantastiques au plan humain, institutionnel, quand on se dispute et qu'on sait ce à quoi tient l'autre. Et je trouve que c'est exactement ça l'interculturel [...] De savoir que l'autre tient à des choses c'est capital, pour une sorte de respect, d'égalité. » (entretien 2)

« Ce qui compte, c'est comment le Gis est à la fois un reflet et un levier interne. [...] Je suis presque très contente que l'adhésion au Gis ou que des opérations menées avec le Gis aient amené des équipes du musée pas à se taper dessus, mais pas loin ! [...] si on en discute et qu'on en discute de manière animée, c'est que justement c'est un point sensible. » (entretien 7)

Ensuite, être évalué mais aussi évaluer,

« Il n'y a pas de solution miracle, mais il faudrait qu'il y ait des garde-fous. Des expertises, des évaluations tous les 2-3 ans. Mais pour qu'une évaluation soit solide il faut la donner à un cabinet extérieur » (entretien 3)

« Les enjeux de l'évaluation, aussi, me semblent extrêmement importants, quand je parle d'évaluation c'est plutôt d'évaluation qualitative, qu'est-ce qu'on fait, qu'est-ce que la culture fabrique, qu'est-ce que ça donne quand ça échoue, ça fait quoi. » (entretien 5)

« Sur le réseau auquel je pense, mais pour d'autres dans le domaine du patrimoine, on est toujours sur cette question de... de replis sur les territoires et de nécessité de regard extérieur, d'analyse extérieure dont peu ont les moyens. [...] ce serait presque intéressant d'avoir des petits groupes de recherche autour de thématiques et voir quelles sont les structures qui pourraient postuler pour être des lieux d'étude, d'analyse, d'observation, et à la limite peut-être que ce serait justement [...] aux partenaires de faire remonter ces questionnements-là » (entretien 5)

Mais aussi faire de la veille,

« Il faut développer une fonction d'observation des processus de patrimonialisation de l'interculturel. Pas une usine à gaz, mais [...] juste organiser la remontée : tient, là il y a eu ça, ça a marché. Pourquoi ça a marché ? Là y'a ça, ça n'a pas marché. Pourquoi ? [...] voilà. Juste un circuit de remontée de l'information, et l'analyse de ces données. » (entretien 1)

« Peut-être qu'il faudrait demander à chaque membre d'inviter, de coopter ou de faire remonter d'autres projets qui semblent novateurs pour garder ce côté de veille [...] sur les projets un peu innovants. Il faudrait essayer de maintenir cet aspect-là. » (entretien 5)

Publier un ouvrage à partir des ressources produites par le Gis,

« Il y a quand même eu depuis trois ans une vraie productivité, à travers les écrits qui restent, qui mériteraient peut-être d'ailleurs des synthèses à diffuser plus largement. Il y a peut-être un ouvrage à faire à partir de là. » (entretien 6)

Proposer des modules de formation.

« Je vois très bien que à un moment donné, je ne connais pas le fonctionnement du ministère de la Culture, mais si tu veux, les acquis que l'on peut apporter au bout de 4-5 ans, les travaux du Gis peuvent être transformés aussi en modules de formation pour les conservateurs, pour les élus, pour les DRAC... » Assurées par le Gis? « oui ! ou en tout cas portées par le Gis. » (entretien 1)